

Je suis pleinement convaincu qu'elle permettra progressivement le nécessaire passage d'une culture du conflit social à celle d'un réel dialogue social, seul garant de réformes concertées et synonymes de progrès pour chacun.

Ensemble, nous avons pu mener à bien la réforme des régimes spéciaux que d'aucun considéreraient comme impossible. Pour la première fois, à la volonté claire du Gouvernement de tenir tête à un mouvement de grève des transports publics qui ne visait qu'à défendre des intérêts catégoriels injustes, s'est conjuguée la détermination des Français qui ont traversé et supporté avec patience et courage ces perturbations.

L'effort que représente le budget pour l'année 2008 pour mettre fin à l'aggravation de la dette publique, préalable nécessaire à sa résorption, s'est concilié avec un engagement financier particulier en faveur de notre enseignement supérieur, et des dispositifs favorisant la Recherche et Développement au sein de nos PME, véritables moteurs de la croissance et de l'innovation : nous augmenterons le budget de l'Enseignement supérieur de 50 % en cinq ans ; ; nous avons triplé le crédit d'impôt recherche, en portant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises.

A l'instar de la réduction de la dette publique, les engagements que nous prenons participent d'une même dynamique : celle du développement

durable de notre société. Cette exigence n'est pas seulement économique, sociale et culturelle ; elle doit s'accompagner d'une perspective écologique et environnementale. Le Grenelle de l'Environnement l'a réaffirmé avec force : il n'est plus pertinent d'opposer développement économique et respect de l'environnement. L'écologie doit être considérée comme un atout pour l'économie. Tout en apprenant à fonder la nouvelle croissance sur des technologies plus respectueuses de l'environnement, responsabilisons nos comportements, car comme le rappelait Leopol Sendar Senghor : « *Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous ne faisons que l'emprunter à nos enfants* ».

Rassembler nos énergies pour soutenir de manière constructive l'indispensable effort de modernisation de notre pays : réformer l'Etat et la Fonction Publique ; réorganiser le Service Public de l'Emploi pour qu'il replace le demandeur d'emploi au coeur de notre dispositif de réinsertion professionnelle ; émanciper la solidarité nationale de toute logique statutaire ; redéfinir le cadre juridique du marché du travail pour libérer les capacités tout en sécurisant les parcours professionnels ; repenser la représentativité syndicale ;

faire de la politique du Logement et de rénovation urbaine un outil de lutte contre l'exclusion sociale, etc. Ces ambitions ne sont pas les seules que nous portons. Elles donnent néanmoins la mesure du travail qu'il nous reste à accomplir. L'objectif de notre Président est de réaliser et d'engager profondément tous les engagements pris pendant sa campagne Présidentielle d'ici l'été prochain. C'est « l'apéritif », aime t-il à dire. Le chemin étant tracé, les prochaines années permettront d'approfondir les mutations et la modernisation de notre pays.

Alors que la France est à un tournant de son histoire, je considère que mon rôle de parlementaire est de soutenir, par la proposition et le courage, l'action du Gouvernement, et ma responsabilité d'élu de terrain c'est de tenir aux habitants de la 3^{ème} circonscription des Yvelines « le langage de la vérité » indispensable à l'action.

J'aborde cette nouvelle année avec gravité, mais aussi avec l'enthousiasme des espoirs que fait naître la vue du chemin que nous avons déjà parcouru ensemble.

A vos côtés, au service de l'intérêt général, mon engagement demeure sans faille.

En 2008, tous ensemble, Continuons d'avancer

Christian Blanc